

Affaire d'État Böhmermann : Deux tiers des Allemands contre la décision de Merkel

écrit par Jean Schoving | 19 avril 2016



La Chancelière, Angela Merkel (61, CDU), lors de la communication de sa décision dans l'affaire Böhmermann. Elle s'était imposée face au SPD, son partenaire de la coalition gouvernementale.

Affaire d'État Böhmermann : Deux tiers des Allemands contre la décision de Merkel

Par A. HELLEMANN, M. HOLLSTEIN, D. PETERS, S. PFEFFER et M. NIEHUS

Le peuple n'est plus derrière sa Chancelière. Du moins dans l'affaire Böhmermann.

Selon une enquête représentative Emnid pour *BILD am SONNTAG*, 66 pour cent des Allemands jugent mauvaise la décision d'Angela Merkel d'autoriser, à la demande du président turc Erdogan, la justice allemande à engager une procédure judiciaire contre l'humoriste de la télévision, Jan Böhmermann, pour outrage envers un chef d'État étranger.

Seuls 22 pour cent estiment que la décision de Merkel est

bonne, 12 pour cent sont indécis. Du reste, les électeurs SPD (63 %) sont aussi nombreux que les sympathisants de l'Union (62 %) à trouver mauvaise la décision de Merkel.

Jan Böhmermann lui-même disparaît de la scène. Hier, il a annoncé via Facebook vouloir faire « une petite pause télé », afin que le grand public puisse à nouveau se concentrer « sur les choses vraiment importantes comme la crise de réfugiés, les vidéos de chats ou la vie amoureuse de Sophia Thomalla ».

Böhmermann a rédigé sa déclaration sur un ton satirique. Empêcher une seconde chanson de soutien de la part de Didi Hallervorden (« *Erdogan, zeig mich an* ») devrait constituer une « priorité majeure ». Il a annoncé « *vouloir se faire expliquer à nouveau exactement en Corée du Nord l'affaire de la liberté de presse et de la liberté artistique* ». Par ses propos humoristiques sur Erdogan, Böhmermann avait déclenché une affaire d'État. Même s'il se moque de la tempête médiatique, sa pause télé est à prendre au sérieux. Peut-être aussi parce qu'il a besoin de retrouver lui-même le calme.

Un porte-parole de la chaîne ZDF : « Jan Böhmermann veut faire une pause de quatre semaines jusqu'au 12 mai. La ZDF respecte cette décision. »

Le président Recep Tayyip Erdogan

Photo : AFP

Pendant que Böhmermann s'accorde un peu de repos, les ennuis continuent pour Angela Merkel.

Samedi, la Chancelière s'envole pour Gaziantep. Ce qui devait être en réalité un voyage de promotion de l'accord UE-Turquie sur les réfugiés s'avère à présent une mission délicate. Partenaire de la coalition gouvernementale, le SPD, qui n'avait pas soutenu la décision sur Böhmermann et l'avait fortement critiquée, attend maintenant des paroles claires

plutôt que diplomatiques.

Le secrétaire général, Katarina Barley, a déclaré à *BILD am SONNTAG* : « *Je souhaiterais qu'à l'occasion de son voyage en Turquie la semaine prochaine, Angela Merkel trouve des mots clairs concernant la liberté de presse et d'opinion. Sans ces valeurs fondamentales, la démocratie n'est pas pensable – et le gouvernement turc doit lui aussi le reconnaître.* »

Bellut, directeur de la chaîne ZDF, a assuré l'animateur télé, Jan Böhmernann, de son entier soutien juridique dans l'affaire d'outrage.

L'opposition met elle aussi la pression. Le chef du groupe des Verts au Bundestag, Anton Hofreiter, exige : « *Le voyage de Madame Merkel en Turquie ne doit pas devenir un déplacement fâcheux pour présenter des excuses. Elle doit montrer un signal sans équivoque en faveur de la liberté de presse en Turquie et rencontrer les journalistes critiques ainsi que l'opposition.* »

Et le chef de la Gauche, Katja Kipping, dit quant à elle : « *Si Madame Merkel prend au sérieux l'État de droit, elle doit enfin montrer qu'elle est déterminée et aborder avec le gouvernement turc la question de la violation des droits de l'homme envers les Kurdes ainsi que les restrictions problématiques de la liberté d'opinion.* »

Quand Merkel reviendra de Turquie, les désagréments se poursuivront au Bundestag.

La Chancelière avait annoncé son intention de faire supprimer à partir de 2018 l'article 103, qui réprime l'outrage à un chef d'État étranger plus durement que l'outrage à un citoyen allemand normal. Il continuerait par conséquent à s'appliquer pour Böhmernann. Les Verts appuient maintenant sur l'accélérateur. Hofreiter : « *Nous allons soumettre notre projet de loi dès la prochaine semaine parlementaire.* »

Ralf Stegner, vice-président du SPD, veut lui aussi discuter de l'article 90, qui punit d'une peine pouvant aller jusqu'à cinq ans d'emprisonnement la discrimination du président fédéral : « *Tout ce qui va dans le sens d'outrage à majesté devrait être supprimé d'urgence du droit pénal. L'article 90 est à revoir au même titre que l'article 103.* »

<http://www.bild.de/politik/inland/angela-merkel/nicht-mal-jeder-vierte-gibt-ihrrecht-45406420.bild.html>